



## FRANCE

# Sonnées et affligées, les entreprises appellent à un sursaut

**L'instabilité politique croissante ne va pas manquer d'ajouter de l'incertitude à l'incertitude pour les entreprises, amplifiant l'attentisme généralisé.**

**Nathalie Silbert et Alain Ruello**

Abasourdi, le monde patronal craint le pire après l'annonce de la démission de Sébastien Lecornu, énième rebondissement politique depuis qu'Emmanuel Macron a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale il y a maintenant plus d'un an. Au point d'en appeler aux responsables politiques pour éviter que la France sombre dans le chaos économique.

« Depuis plus d'un an, notre pays traverse une crise majeure. Il est paralysé politiquement et économiquement. [Lundi] matin, nous sommes entrés dans une nouvelle phase qui risque de nous conduire à une crise institutionnelle », a déclaré le Medef. « Dans ce moment d'extrême tension » et pour « contribuer à participer à l'apaisement du pays », l'organisation dirigée par Patrick Martin a préféré annuler sa journée de mobilisation du 13 octobre, laquelle ne faisait de toute façon pas le plein en interne dit-on de source proche.

### Besoin d'un cadre économique, social et fiscal

Dans un communiqué bref mais trempé au vitriol, l'U2P s'est déclarée « affligée » par « ce chaos politique » actuel. « Les intérêts politiques ont de nouveau pris le dessus sur l'intérêt général du pays [...] Au nom de la France qui travaille, de la France qui se lève tôt et qui refuse de voir son économie sombrer, l'U2P demande au président de la République et à la représentation nationale de sortir de l'impasse actuelle et de donner un

budget à la France », a ajouté l'organisation des artisans, commerçants et professions libérales.

Avenir de la surtaxe d'impôt sur les bénéfices, de la taxe anti-optimisation, de la CVAE, coup de rabot sur les primes à l'embauche des apprentis, investissements publics ou encore exonérations de cotisations sociales... les questions en suspens ne manquent pas. « Depuis un an, les entreprises se sont adaptées à l'incertitude politique. Néanmoins, elles ont besoin d'une certaine clarté et d'une stabilité du cadre économique, social et fiscal », estime Marie Guillemot, PDG de KPMG France.

« En cas de nouvelle dissolution, personne n'a la moindre idée de ce qu'il y aura dans le projet de budget et dans celui de la Sécurité sociale », observe, résigné, le patron d'une branche professionnelle dans l'industrie.

La phase qui s'ouvre ne va pas manquer d'ajouter de l'incertitude à l'incertitude, confirme Eric Heyer, économiste à l'OFCE. Même si les chefs d'entreprise ont sombré dans une sorte de « routine de l'incertitude », même si la hausse des taux d'intérêt, lundi, « reste dans l'épaisseur du trait », « tout cela va néanmoins jouer sur la croissance », avance-t-il.

Pas au point de faire tomber la France dans la récession, mais avec une forte probabilité de voir la croissance du pays amputée de 0,3 point de PIB en 2026, après avoir déjà été obérée de 0,4 point cette année, selon ses calculs.

Alors que l'activité économique résistait plutôt jusque-là, la fin de l'année et surtout les premiers mois de 2026 pourraient être plus mauvais que ce que prévoyaient les économistes. « Au vu du contexte actuel, notre prévision de croissance à 0,9 % en 2026 paraît optimiste », reconnaît Anthony Morlet-Lavidalie, économiste au sein de l'institut Rexecode, proche du patronat.

### Scénario catastrophe

De fait, la situation actuelle risque fort de créer un attentisme généralisé. Les entreprises qui souffraient déjà d'un cruel manque de visibilité sur le plan budgétaire et fiscal depuis plus d'un an pourraient être incitées à davantage de prudence et donner un nouveau coup de frein à leurs investissements et aux embauches. Avec à la clé, la menace d'un scénario catastrophe, un vrai retournement du marché du travail. « Le risque, c'est de voir l'emploi flancher. Pour l'instant, il a résisté contre tous les vents », observe l'expert de Rexecode.

Pour autant, si la situation politique devait aboutir à une reconduction du budget 2025 l'an prochain, les entreprises pourraient s'y retrouver en partie. « Le budget Lecornu leur était assez hostile. S'il devait être abandonné, cela pourrait être un moindre mal pour les entreprises qui allaient de nouveau servir de variable d'ajustement », explique, prudemment, Anthony Morlet-Lavidalie, pointant notamment la surtaxe d'impôt sur les sociétés qui ne sera peut-être pas reconduite. ■



« L'U2P demande  
au président de  
la République et  
à la représentation  
nationale de  
sortir de l'impasse  
actuelle et de  
donner un budget  
à la France. »

L'U2P, L'ORGANISATION DES  
ARTISANS, COMMERÇANTS  
ET PROFESSIONS LIBÉRALES

